S'INTERROGER SUR LA « NATION » : une autre manière d'enseigner l'histoire du Canada ?

CRISE DE LA NATION, CRISE DE L'HISTOIRE, CRISE DE L'HISTOIRE NATIONALE. LE CONSTAT EST PRESQUE DEVENU BANAL POUR AVOIR ÉTÉ SI SOUVENT ÉTABLI[1]. IL N'EN EST PAS MOINS RÉEL ET M'INTERPELLE TOUT COMME BEAUCOUP D'AUTRES, SANS AUCUN DOUTE, QUI ENSEIGNONS L'HISTOIRE « NATIONALE ». DANS CE CONTEXTE DE CRISES, QUELLE HISTOIRE ENSEIGNER ? S'AGISSANT DU CANADA, LA QUESTION NE DEVRAIT POURTANT PAS TROP NOUS ÉMOUVOIR PUISQUE LA DÉFINITION DE LA NATION N'A CESSÉ D'ÊTRE L'OBJET DE DÉBATS ET L'IDENTITÉ NATIONALE NE S'EST JAMAIS CONJUGUÉE AU SINGULIER. DE RARES HISTORIENS DU CANADA LE RECONNAISSENT AUJOURD'HUI OUVERTEMENT[2]. ICI COMME AILLEURS, LES RÉFLEXIONS EN COURS SUR L'HISTOIRE « NATIONALE » M'APPARAISSENT SALUTAIRES ET SUSCEPTIBLES DE CONTRIBUER À RENOUVELER NOTRE MANIÈRE DE L'ENSEIGNER. ELLES DEVRAIENT AUSSI PERMETTRE DE FAIRE AVANCER LE DÉBAT ENGAGÉ ENTRE LES TENANTS DU RETOUR À UNE HISTOIRE DU CANADA UNIFICATRICE ET CEUX QUI EN PRÔNENT UNE VISION PLURALISTE, UN DÉBAT QUI SE RETROUVE PRÉSENTEMENT DANS UNE IMPASSE.

PAR Michèle Dagenais

Les premiers souhaitent le retour à l'écriture et à l'enseignement d'une histoire inspirée de la « nation state-building approach » centrée sur les pratiques et les éléments convergents ayant contribué à la formation de la « nation » canadienne, en lieu et place de l'histoire telle qu'elle s'écrit maintenant et qui insisterait essentiellement sur les facteurs de discorde et de division, sur les différences et les « identités limitées »[3]. Les tenants du retour à une version plus centralisatrice de l'histoire canadienne estiment que les historiens sont en bonne partie responsables de l'affaiblissement de l'unité et de l'identité nationales parce que travaillant sur des objets particuliers et proposant des récits partiels de la réalité canadienne. Ils n'ont peut-être pas entièrement tort d'établir un lien de cause à effet entre l'éclatement de l'histoire et le morcellement du pays, tant le développement de la discipline historique a été consubstantiel à l'édification des nations. Mais il ne faudrait pas pour autant imputer aux seuls historiens la responsabilité de la crise actuelle de la nation tout comme celle de sa mise en récit. Ce serait faire fi de la « poussée des mémoires et des identités collectives » qui, depuis les années 1960, a contribué à la remise en question du cadre national comme seul principe organisateur du passé, faisant ainsi perdre à l'histoire son principe d'unité[4].

Justement sensibles à cette poussée des mémoires et des identités collectives, à la diversité régionale, sociale et culturelle de la population canadienne, les historiens du second groupe proposent une autre lecture de l'histoire « nationale » orientée vers les expériences particulières des Canadiens. L'histoire d'un pays conçu de manière homogène et unifiée a été remplacée en bonne partie par une conception pluraliste de celui-ci et inclut les diverses régions, les différents peuples et les multiples destinées canadiennes[5]. Ainsi, l'histoire du Canada qui s'enseigne aujourd'hui s'attarde autant à celle des classes populaires que des élites, des blancs que des autochtones, des femmes que des hommes.

La conception pluraliste de l'histoire « nationale », surtout présente dans les manuels d'histoire, a le grand mérite de fournir une vision du passé beaucoup plus riche et complexe. En revanche, ce type d'histoire dans laquelle tous les points de vue et toutes les expériences tendent à s'équivaloir débouche sur une mise à plat du passé qui le prive de tout sens général. Comme le souligne Jocelyn Létourneau dans un article récent, l'histoire pluraliste du Canada conduit « à une impasse au chapitre de ses représentations globales... qui se traduit... par une sorte d'impuissance politique »[6]. « Étirée « pour englober le plus grand nombre possible, la nation canadienne » n'incarne plus qu'un idéal abstrait... qu'une image ré-enchantée et progressiste, bilingue et multiculturelle, civique et postmoderne du pays »[7]. Cette conception de l'histoire « nationale » évacue ainsi les débats concernant la dualité constitutive du Canada et par conséquent un des facteurs centraux qui rendent problématique la définition de la « nation ». Elle passe aussi sous silence le processus d'exclusion des autochtones lui aussi constitutif de l'émergence du Canada et qui se perpétue depuis, au profit d'une vision de ces derniers comme « premières nations ». De la sorte, l'approche pluraliste avalise la représentation centralisatrice de la nation canadienne plutôt que d'en offrir une lecture critique et de démystifier le projet politique qui la sous-tend. Il est frappant de constater l'absence d'un tel point de vue critique dans l'historiographie canadienne passée et présente, en particulier dans l'historiographie canadienne-anglaise[8], à l'égard de cette représentation dominante de la nation telle que véhiculée par les élites et les autorités politiques. À quoi attribuer ce silence ? Les promoteurs de l'interprétation pluraliste du passé craignent-ils, à l'instar des tenants d'une histoire consensuelle, qu'une vision critique de la « nation » canadienne ne l'affaiblisse face à la menace d'américanisation[9] ou au mouvement nationaliste québécois ?

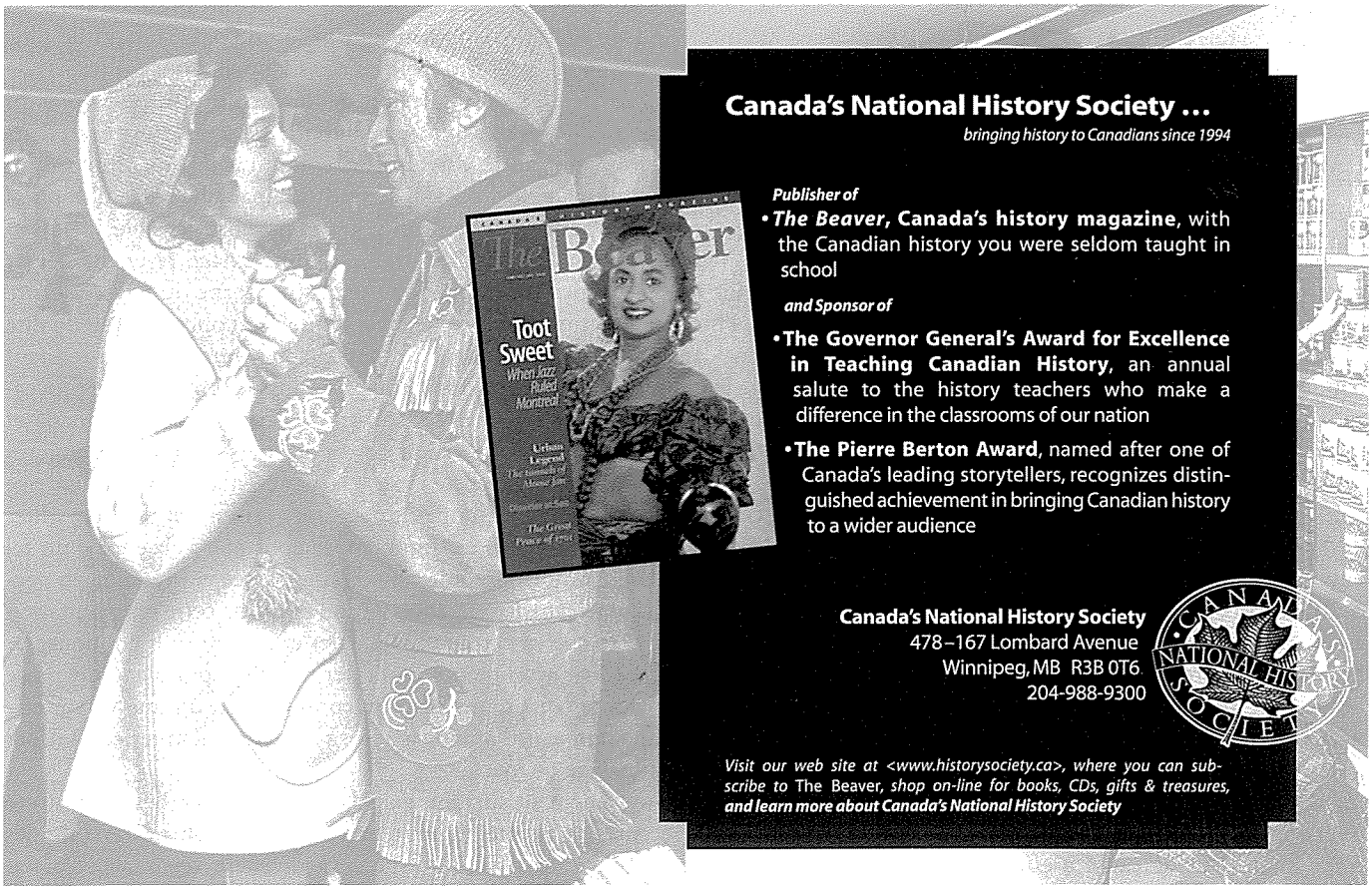
À l'évidence, le renouvellement survenu dans l'écriture des synthèses d'histoire canadienne les plus récentes, par l'intégration d'une conception plus diversifiée des composantes du pays et une sensibilité accrue à la diversité régionale, n'a pas

véritablement mis en brèche la vision même du Canada, comme nation bâtie « d'un océan à l'autre » et présentée comme un tout. Si les historiens se sont employés à retravailler le *contenu* des synthèses, ils n'ont cependant pas remis en cause le *contenant*. Tout comme dans les synthèses plus traditionnelles, le Canada demeure donc le principe d'unité qui relie tous ces éléments, le principe organisateur largement pris pour acquis.

C'est la principale raison pour laquelle, à mon sens, ni la conception unificatrice ni l'approche pluraliste ne sont satisfaisantes pour enseigner et expliquer l'histoire « nationale » aux étudiants. De quelle manière, alors, aborder l'histoire « nationale », l'histoire du « Canada », ce genre particulier de la discipline historique? Quelle perspective adopter pour enseigner cette histoire dont l'objet central ne devrait-il pas justement être la « nation », aussi problématique que soit ce phénomène; la « nation » comprise comme problème historique, comme construit ?

C'est la posture que j'essaie d'adopter dans mon enseignement de l'histoire du Canada aux étudiants de première année universitaire et dans celui sur le « Canada anglophone », destiné à ceux de deuxième année. Dans les deux cas, il s'agit de cours de synthèse couvrant la période contemporaine à partir des années 1850. Face à des étudiants évoluant dans le contexte québécois, se pose la question suivante : comment les intéresser à l'histoire d'un « pays » qu'ils pensent connaître bien qu'en réalité cela ne soit pas le cas? Comment les amener à percevoir le Canada en dehors du Québec non pas comme le « ROC » ou le « Rest of Canada », cette représentation que véhiculent généralement les journalistes, monolithique, simplificatrice et dénuée de nuances, mais efficace justement pour ces raisons? Dans un contexte où le débat public est dominé par les querelles entre les nationalistes canadiens et québécois, comment éviter le piège de la dichotomie qui oppose les « autres » à « nous », comment intéresser véritablement les étudiants à l'« Autre »?

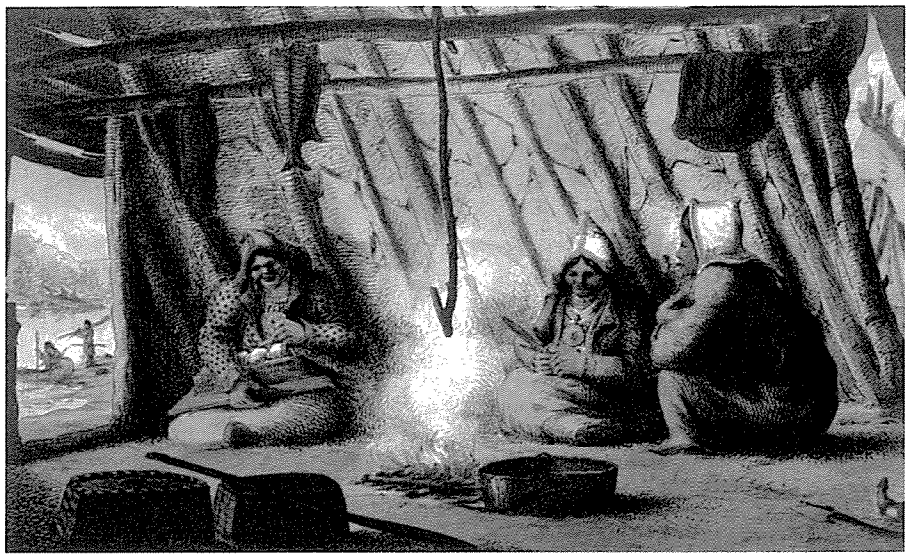
Me retrouvant d'emblée dans un contexte où aucune définition singulière de la « nation » canadienne ne peut rallier à la fois les étudiants nationalistes canadiens et les étudiants nationalistes québécois, c'est ce problème en quelque sorte, c'est-à-dire le problème posé historiquement par la définition de la « nation » et par sa mise en pratique, qui se trouve au cœur de mon cours d'histoire du Canada. Le cours vise à débusquer le caractère construit et contingent de la « nation » de manière à faire prendre conscience aux étudiants de son inachèvement. Il est organisé autour des processus continus d'élaboration d'une « nation » canadienne; une nation dont la définition et l'existence ont été soutenues et alimentées par divers groupes et parties du Canada en même temps que cette définition et cette existence ont été travaillées et parfois revues par certains courants d'opposition et ont fait l'objet de débats. En d'autres mots, le cours porte sur l'histoire du Canada saisi dans son historicité même, comme « projet » politique que l'on pourrait qualifier de projet de gouvernance libérale, comme nous invitait tout récemment à le faire Ian McKay[10]. À chaque époque, ce projet politique s'est élaboré en lien avec des représentations



particulières de la nation dont il s'agit d'expliquer les sources d'inspiration, les composantes, les finalités, les modalités de mise en application et la manière dont elles se sont concrétisées.

Cette approche de l'histoire du Canada centrée sur la « nation », comprise aussi comme entreprise de structuration des rapports sociaux en fonction d'une représentation spécifique de l'ensemble à l'intérieur desquels ils se vivent, procède forcément de choix qui exclut plusieurs éléments. Aux antipodes d'une certaine tendance encyclopédiste des synthèses actuelles qui cherchent à donner le plus d'informations possible sur le plus grand nombre, une histoire du Canada pensée comme histoire « nationale » doit se concentrer davantage sur les dynamiques liées à l'élaboration de cette entité nationale. Ainsi, plus que les conditions de vie ou les grèves du 19e siècle, mon cours insiste sur les batailles scolaires et confessionnelles à la même époque et sur les tensions qui résultent de l'effort de « canadianisation », ou devrait-on plutôt dire pour l'époque de « britannisation », des nouveaux immigrants dans l'Ouest. Au début du 20e siècle, la « Belle Époque » n'est guère abordée. Par contre, la résurgence des revendications régionalistes est analysée longuement en elle-même et comme indice révélateur de la difficulté des élites centrales de rendre acceptable aux yeux de tous leur représentation de la « nation » canadienne et sa mise en pratique, toutes deux orientées en fonction de leurs propres intérêts et réalités. De même, une attention soutenue est accordée à l'État, à son développement, à son emprise grandissante sur la société et à son rôle de plus en plus déterminant dans la définition de la nation. Certes, ces choix dénotent-ils de l'importance accordée au politique au détriment d'autres dimensions, mais il faut voir qu'il s'agit d'une conception du politique perçu comme ensemble des rapports de pouvoir au sein de la société canadienne et qui interfère dans le processus de définition et de mise en pratique de la nation et de l'identité nationale. Ainsi considéré, le politique est beaucoup plus englobant que la simple vie politique et comporte, faut-il le préciser, des éléments socioculturels.

Pour sortir l'écriture et l'enseignement de l'histoire « nationale » de son impasse actuelle et du dialogue de sourds installé entre les promoteurs d'une histoire centralisatrice et traditionnelle et ceux qui favorisent une histoire pluraliste mais faiblement interprétative, il importe, en somme, de délaisser un enseignement du Canada où le pays est perçu comme un principe explicatif pour enfin le considérer comme le produit d'une histoire[11]. Cela me semble être une manière stimulante d'enseigner une histoire « nationale » qui ne soit pas nationaliste et qui offre aux étudiants la possibilité de réfléchir à la situation passée et présente d'un pays dans sa globalité. N'est-ce pas ainsi, c'est-à-dire en s'interrogeant sur le processus d'élaboration de la « nation » canadienne, comme de toute autre nation d'ailleurs, qu'il devient possible de dégager un sens à l'histoire « nationale » enseignée aux étudiants et de nourrir leur esprit critique ?



"Interior of a Wigwam" by Robert Pelley / National Archives of Canada / C103533

Michèle Dagenais est Professeur au
Département d'histoire, Université de Montréal

[1] Pour un bon panorama des réflexions sur le sujet qui réunit des historiens de différents pays, voir le dossier portant sur « L'Histoire se libère de la nation », paru récemment : Le Monde des Débats, novembre 2000, p.10-19.

[2] Il s'agit pour l'essentiel de Jocelyn Létourneau et Ian McKay. Chacun a publié un article sur la situation de l'histoire canadienne paru dans la Canadian Historical Review, dans le cadre de la série « CHR Forum » : J. Létourneau, « L'avenir du Canada; par rapport à quelle histoire? », CHR, 81, 2 (juin 2000), p. 230-259; I. McKay, « The Liberal Order Framework : A Prospectus for Reconnaissance of Canadian History », CHR, 81, 4 (décembre 2000), 617-645.

[3] Pour un résumé des éléments de ce débat, voir l'intéressant article de Philip Buckner qui défend l'histoire régionale face à ceux qui la blâment d'être en partie responsable de l'éclatement de la discipline : « 'Limited Identities' Revisited : Regionalism and Nationalism in Canadian History », Acadiensis, XXX, 1 (automne 2000), 4-15.

[4] Michel Wieviorka, « Retours de mémoires », Le Monde des Débats, novembre 2000, 10-12.

[5] Ce dont témoigne le bilan historiographique de Jean-Paul Bernard, au titre fort éloquent : « L'historiographie canadienne récente (1964-1994) et l'histoire des peuples du Canada », Canadian Historical Review, 76, 3 (septembre 1995), 321-

[6] Jocelyn Létourneau, loc. cit., p.241.

[7] Ibid., 242.

[8] S'il se retrouve dans certaines monographies, ce point de vue critique n'a pas encore atteint les synthèses. À ma connaissance, Ian McKay est le seul historien canadien-anglais à proposer une vision critique de l'histoire « nationale » à ce niveau : loc.cit.

[9] Cette crainte de l'affaiblissement de la nation canadienne est très présente dans le texte de Philip Buckner, loc.cit. et discutée dans celui de Jocelyn Létourneau, loc. cit., 242-244.

[10] I. McKay écrit, en substance : « the category 'Canada' should henceforth denote a historically specific project of rule, rather than either an essence we must defend or an empty homogeneous space we must possess. Canada-as-project can be analyzed through the study on the implantation and expansion over a heterogeneous terrain of a certain politico-economic logic - to wit, liberalism. » : loc. cit., p.620-621.

[11] Une approche que discutent André Burguière et Jacques Revel s'agissant de l'identité française : Préface à l'Histoire de la France, in Idem, dir. Histoire de la France, Tome 1, Paris, Seuil, 1989, p.18.